

GUIDE PRATIQUE · ÉDITION AOÛT 2026

Succession : le guide de l'héritier

Du décès à la déclaration déposée. Le calendrier des six mois, vos droits calculés poste par poste, le formulaire pièce par pièce, et ce que le notaire fait — et facture. Chaque chiffre porte sa date et sa source.

10 chapitres

Rétroplanning imprimable

Lettre au notaire incluse

Chiffres d'août 2026

ÉDITIONS REPÈRE · RÉMI VAUGELAS

VERSION 1.0 — AOÛT 2026 · Mise à jour incluse à chaque changement de règle

Ce que ce guide fait

Il vous accompagne du décès jusqu'à la déclaration de succession déposée et payée, dans l'ordre où les choses se présentent réellement. Il est écrit pour l'héritier qui subit une succession — pas pour celui qui prépare la sienne.

Sa promesse est étroite et je m'y tiens : vous saurez ce que vous devez faire, avant quelle date, ce que vous allez payer et comment le calcul se pose. Ce guide ne contient aucune stratégie d'« optimisation » : vous traversez un deuil avec un délai légal qui court, et ce dont vous avez besoin tient en trois choses — le calendrier, le calcul, les pièges à éviter.

Ce qu'il ne remplace pas. Ce guide fournit une information générale, vérifiée et datée. Il ne constitue ni un conseil juridique, ni un conseil fiscal, ni un conseil notarial, et il ne remplace aucun des trois. Chaque situation successorale a ses particularités ; avant une décision qui vous engage — accepter ou renoncer, signer un partage, contester —, faites valider votre cas par un notaire ou un avocat. Les successions comportant un testament contesté, des donations complexes ou un élément international relèvent du notaire dès le premier jour : ce guide vous aide alors à préparer les rendez-vous, jamais à vous en passer.

Comment les chiffres sont tenus. Chaque montant, taux ou délai de ce guide porte la date à laquelle il a été constaté et la source officielle dont il vient. Les barèmes fiscaux changent au rythme des lois de finances : la date de constat vous dit ce qui doit être revérifié, et depuis quand. Chaque acheteur reçoit l'édition corrigée quand une règle change.

Les montants de ce guide ont été constatés le 29 août 2026, principalement sur service-public.gouv.fr, impots.gouv.fr et le Bulletin officiel des finances publiques (BOFiP). La source précise figure au fil des chapitres.

Première édition. Version 1.0, août 2026. Toute correction apportée après achat est renvoyée aux acheteurs et consignée au journal des corrections de la maison.

Sommaire

- 1 Les six mois : le calendrier depuis le décès
- 2 Notaire obligatoire ou pas
- 3 L'inventaire : ce qui entre dans la succession
- 4 Qui hérite de quoi
- 5 Accepter, renoncer, ou accepter à concurrence de l'actif
- 6 Le calcul des droits
- 7 La déclaration : le formulaire pas à pas
- 8 Payer : comptant, fractionné, différé
- 9 Les trois pièges qui coûtent le plus
- 10 Après la déclaration
- A Annexes : lettre au notaire, pièces à réunir, barèmes, rétroplanning

CHAPITRE 1

Les six mois : le calendrier depuis le décès

Le délai commande tout le reste. Posez-le d'abord, à rebours, et chaque démarche trouve sa semaine.

À LA FIN DE CE CHAPITRE

Vous connaissez votre date limite exacte, ce qu'il en coûte de la dépasser, et chaque étape d'ici là est datée dans votre rétroplanning.

La règle, en une phrase

La déclaration de succession se dépose dans les **six mois** suivant le décès lorsqu'il survient en France métropolitaine, et dans les **douze mois** lorsqu'il survient à l'étranger. Le point de départ est le jour du décès. Pour un décès dans un département ou une collectivité d'outre-mer, des délais particuliers s'appliquent, de six mois à deux ans selon la localisation des biens : vérifiez votre cas sur la fiche officielle.

Source. Article 641 du code général des impôts ; délais constatés le 29 août 2026 sur service-public.gouv.fr (fiche F80).

CE QUE LE DÉLAI VISE EXACTEMENT

Les six mois portent sur le **dépôt de la déclaration et le paiement des droits** — pas sur le règlement complet de la succession. Le partage des biens, la vente d'une maison, la sortie d'indivision peuvent prendre des années sans qu'aucune pénalité ne coure. Ce qui presse tient en un seul geste : déclarer et payer avant la date limite.

La première semaine a ses propres démarches — déjà balisées ailleurs

Les tout premiers jours ont leurs propres démarches : déclaration du décès, obsèques, information des organismes. Elles sont bien balisées par les fiches officielles de service-public.gouv.fr (« Que faire après un décès »), et elles n'ont rien de fiscal. Ce guide commence là où ces checklists

Qui est dispensé de déclarer

Trois situations dispensent de toute déclaration :

HÉRITIER	CONDITIONS CUMULATIVES
Enfant du défunt	Actif brut de la succession inférieur à 50 000 € , et seules des donations déclarées ou enregistrées ont été reçues du défunt
Conjoint survivant ou partenaire de Pacs	Mêmes conditions : actif brut inférieur à 50 000 €, donations déclarées uniquement
Tout autre héritier	Actif brut de la succession inférieur à 3 000 €

La dispense s'apprécie sur l'**actif brut** — la valeur des biens avant déduction des dettes. Une succession de 60 000 € de biens et 20 000 € de dettes ne dispense pas, même si l'actif net tombe à 40 000 €.

Source. Conditions constatées le 29 août 2026 sur service-public.gouv.fr (fiche F80).

Votre rétroplanning, à rebours de la date limite

Remplissez d'abord les deux premières lignes, puis datez chaque étape. Les chapitres correspondants sont indiqués : ce tableau est la table d'orientation du guide.

Notaire obligatoire ou pas

La réponse tient à quatre critères objectifs. Dans la plupart des successions, le notaire est obligatoire — mais pas dans toutes, et savoir ce qu'il fait vous fait gagner du temps avec lui.

À LA FIN DE CE CHAPITRE

Vous savez si votre succession exige un notaire, ce qu'il va faire et facturer, et votre première lettre est prête (modèle en annexe).

Les quatre cas qui rendent le notaire obligatoire

Le recours au notaire est obligatoire dès que la succession présente **l'un** de ces éléments :

- ☐ elle comprend un **bien immobilier** — le notaire établit alors l'attestation de propriété immobilière ;
- ☐ son montant atteint **5 000 €** ou plus — le notaire établit l'acte de notoriété qui prouve votre qualité d'héritier ;
- ☐ il existe un **testament** ;
- ☐ il existe une **donation entre époux** (dite « au dernier vivant »).

En dessous de 5 000 € et sans immobilier, testament ni donation entre époux, vous pouvez régler la succession sans notaire : une attestation signée de l'ensemble des héritiers suffit pour prouver votre qualité, débloquer les comptes et clôturer les démarches.

Source. Cas d'intervention obligatoire constatés le 29 août 2026 sur economie.gouv.fr et justice.fr.

« LE NOTAIRE S'EN OCCUPE » — LA PHRASE QUI COÛTE DEUX DÉCLARATIONS SUR TROIS

Le notaire instruit, mais il travaille au rythme des pièces que vous lui apportez, et il gère des dizaines de dossiers. Le délai de six mois, lui, ne connaît que vous : même assisté d'un notaire, **vous restez responsable du dépôt et du paiement devant l'administration fiscale**. Concrètement : prenez le premier rendez-vous dans les deux premières semaines, apportez l'inventaire du chapitre 3 déjà rassemblé, et demandez à chaque rendez-vous quelle pièce manque et qui la fournit. La lettre type de l'annexe A pose ce cadre dès le premier contact.

Source. Responsabilité du redevable malgré l'assistance du notaire : constatée le 29 août 2026 sur service-public.gouv.fr (fiche F80).

LE FORFAIT MOBILIER DE 5 % : COMPRENDRE AVANT DE CHOISIR

Pour les « meubles meublants » — l'ameublement du logement —, l'administration retient, à défaut d'inventaire ou de vente, un forfait de **5 % de l'actif brut total** de la succession. Sur 300 000 € d'actif, le forfait déclare donc 15 000 € de mobilier, même si l'appartement ne contient que des meubles sans valeur. Un **inventaire estimatif** établi par un commissaire de justice ou un notaire remplace le forfait par la valeur réelle : quand le mobilier vaut manifestement moins que 5 % de l'actif, l'inventaire se rembourse tout seul. Faites le calcul avant de trancher.

Source. Article 764 du code général des impôts ; règle constatée le 29 août 2026 sur bofip.impots.gouv.fr (BOI-ENR-DMTG-10-40-10-20).

LA RÉSIDENCE PRINCIPALE DU DÉFUNT : - 20 % DANS UN CAS PRÉCIS

La valeur vénale de la résidence principale du défunt est réduite de **20 %** si, au jour du décès, elle est aussi la résidence principale du conjoint survivant, du partenaire de Pacs, ou d'un enfant mineur ou protégé du défunt. Vérifiez ce point avant d'évaluer : sur un bien de 250 000 €, l'abattement retire 50 000 € de l'assiette.

Source. Article 764 bis du code général des impôts, constaté le 29 août 2026.

Le passif : les dettes qui se déduisent

Se déduisent de l'actif les dettes **à la charge du défunt au jour du décès** et justifiables : emprunts restant dus, impôts de l'année en cours, factures impayées (soins, maison de retraite, énergie), loyers dus. Les **frais funéraires** se déduisent pour un forfait de **1 500 €** sans justificatif — au-delà, ils restent à la charge de la succession mais ne se déduisent plus fiscalement.

Source. Articles 768 et 775 du code général des impôts ; montant de 1 500 € constaté le 29 août 2026.

La part du conjoint survivant

Le conjoint survivant (marié — le partenaire de Pacs n'hérite que par testament) reçoit une part qui dépend des autres héritiers en présence :

EN PRÉSENCE DE...	LE CONJOINT REÇOIT
Enfants communs uniquement	Au choix : l' usufruit de la totalité de la succession, ou la pleine propriété du quart
Au moins un enfant d'une autre union	La pleine propriété du quart — sans option pour l'usufruit
Père et mère du défunt, sans enfant	La moitié en pleine propriété (un quart à chaque parent)
Un seul parent, sans enfant	Les trois quarts en pleine propriété
Ni enfant ni parent	Toute la succession

PACS ET CONCUBINAGE : LA PROTECTION NE VA PAS DE SOI

Le partenaire de **Pacs** est exonéré de droits (chapitre 6) mais **n'hérite pas sans testament** : sans écrit, il n'a droit qu'au maintien gratuit dans le logement pendant un an. Le **concubin**, lui, n'a ni vocation successorale ni régime fiscal de faveur : s'il reçoit par testament, il est taxé à 60 % après 1 594 € d'abattement. Si vous héritez dans l'une de ces situations — ou si vous découvrez qu'un partenaire survivant n'a rien —, c'est un rendez-vous notaire, pas un calcul de guide.

S'y ajoutent deux protections propres au logement : le droit de rester gratuitement dans le logement pendant **un an** (droit temporaire, d'ordre public), et le droit viager d'habitation, à demander dans l'année, qui permet d'y rester à vie sous conditions. Une donation entre époux élargit les options du conjoint — c'est précisément l'un des cas où le notaire est obligatoire.

Source. Articles 756 à 767 du code civil, constatés le 29 août 2026 sur service-public.gouv.fr.

FIN DE L'EXTRAIT

Il reste 35 pages.

Cet extrait s'arrête ici. Le manuel complet contient le calcul complet des droits — abattements, barème, exemples chiffrés —, la déclaration remplie pas à pas, le paiement fractionné et différé, les trois pièges (assurance-vie, donations, indivision), la lettre au notaire et le rétroplanning imprimable.

ÉDITIONS REPÈRE · RÉMI VAUGELAS

Le catalogue : editions-repere.fr

Une question, une erreur repérée : contact@editions-repere.fr